

Des marchés agricoles sous tensions : enjeux et perspectives

Session CA 31 – 3 décembre 2021

Toulouse

Thierry Pouch
APCA-DEAT-SERP

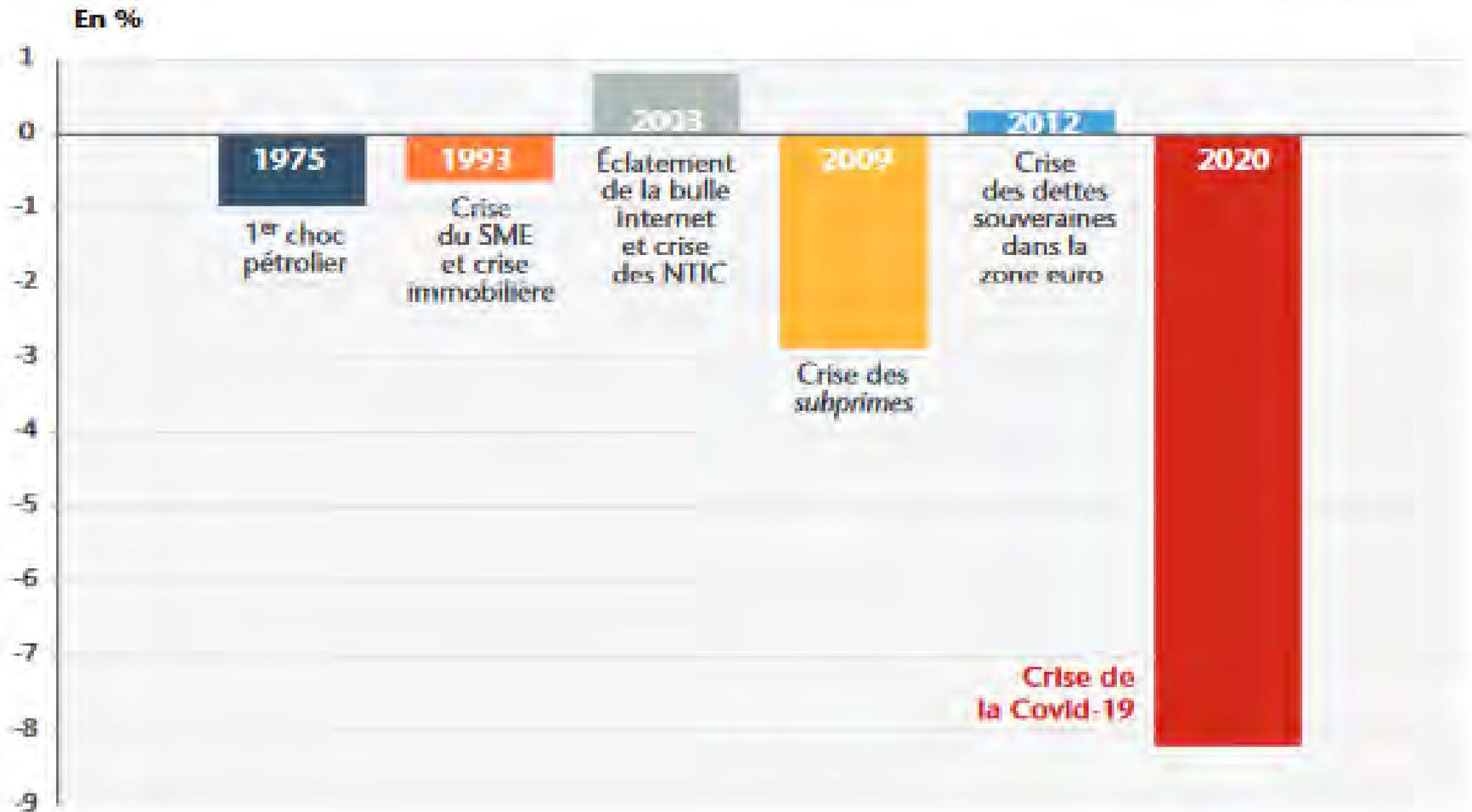
D'où vient-on ?

**2020/2021 : crise sanitaire et congélation
des économies**

**Contenir le risque d'effondrement
généralisé : le puissant retour de l'Etat et
de la politique économique**

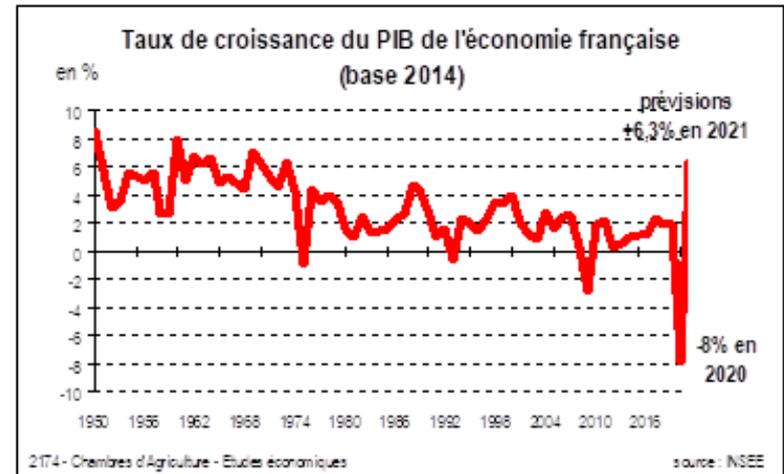
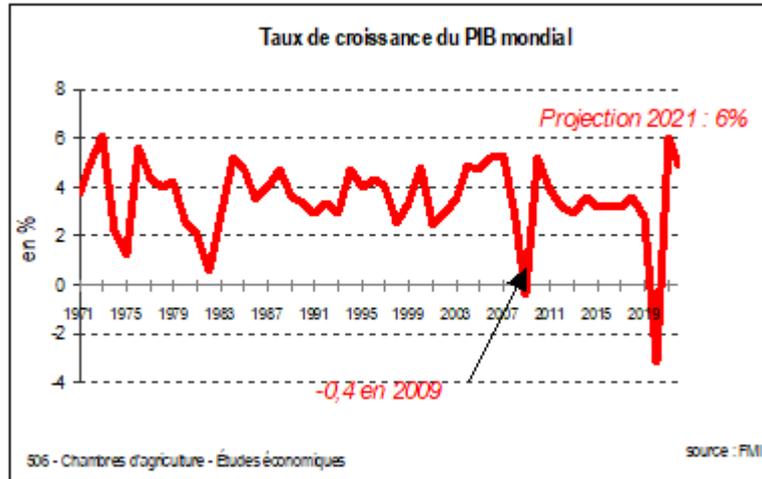
Le théorème d'Emmanuel Macron : « quoi qu'il en coûte »

Pandémie et économie : la croissance en sortie de route



Source : Insee.

Le contexte : une forte reprise économique



- Après le choc de la pandémie en 2020, et la congélation des économies, les indicateurs de croissance sont bien orientés, dans le monde (+6%) et en France (+6,3%).
- Impacts de la vaccination et des plans de relance adoptés dans la plupart des pays avancés.
- **Importance des aides publiques (16 000 milliards de \$) mais creusement des déficits budgétaires et des endettements publics (France : 116% du PIB).**
- Répercussions sur la demande mondiale de matières premières agricoles et à usages industriels

Déficits et endettements publics colossaux cas de la zone Euro

(source : Eurostat)

Déficits publics zone Euro
Rappel : ne pas franchir la limite des - 3% du PIB

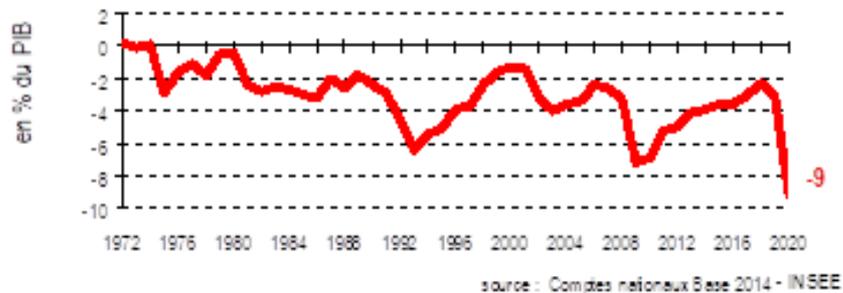
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Belgique	- 4,3	- 4,3	- 3,1	- 3,1	- 2,4	- 2,4	- 0,7	- 0,8	- 1,9	- 8,9
Allemagne	- 0,9	0	0	+0,6	+0,9	+1,2	+1,2	+1,9	+1,4	- 7,0
Irlande	- 12,8	- 8,1	- 6,2	- 3,6	- 2	- 0,7	- 0,3	+0,1	+0,4	- 5,6
Grèce	- 10,3	- 8,9	- 13,2	- 3,6	- 5,6	+0,5	+0,7	+1,0	+1,5	- 6,4
Espagne	- 9,7	- 10,7	- 7	- 5,9	- 5,2	- 4,3	- 3,0	- 2,5	- 2,8	- 10,1
France	- 5,2	- 5,0	- 4,1	- 3,9	- 3,6	- 3,6	- 2,9	- 2,3	- 3,0	- 10,0
Italie	- 3,6	- 2,9	- 2,9	- 3,0	- 2,6	- 2,4	- 2,4	- 2,2	- 1,6	- 11,1

Endettements publics
Ne pas dépasser les - 60% du PIB

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Belgique	103,5	104,8	105,5	107,0	105,2	104,9	101,7	99,8	98,6	113,8
Allemagne	79,8	81,1	78,7	75,7	72,1	69,2	65,3	60,9	59,8	75,6
Irlande	111,1	119,9	119,9	120,4	76,7	73,8	67,7	63,5	58,8	66,4
Grèce	172,1	159,6	177,4	178,9	175,9	178,5	176,2	181,2	176,6	196,6
Espagne	69,9	86,3	95,8	100,7	99,3	99,2	98,6	97,6	95,5	115,6
France	87,8	90,6	93,4	94,9	95,6	98,0	98,3	98,1	98,1	116,0
Italie	119,7	126,5	132,5	135,4	135,3	134,8	134,1	134,8	134,8	158,8
Zone Euro	88,4	92,7	94,9	95,1	93,0	92,2	89,8	87,8	86,0	102,7

Des déficits chroniques... mais pas excessivement inquiétants

Déficit des administrations publiques
au sens de Maastricht en France
Jusqu'en 2020



2064 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques

Dettes des administrations publiques
au sens de Maastricht en France



2063 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques

Pour évaluer correctement l'état d'endettement d'une nation, il est requis de le comparer à la valeur nette patrimoniale de l'Etat, c'est-à-dire, aux avoirs qu'il détient sur ses débiteurs, avoirs financiers et non financiers (numéraires, actions, dépôts, bâtiments, terrains, infrastructures...).

Exprimé en dette publique et en avoir par habitant en valeur nominale, cela signifie que chaque citoyen français doit supporter une dette de **56 000 euros**, mais que, en contrepartie, il détient 35 200 euros d'actifs non financiers et 23 600 actifs financiers, soit au total **58 830 euros**. Le solde – patrimoine net détenu par les Administrations publiques, rapporté par habitant – est donc de **+2 800 euros**. L'argument, répété à l'envi, selon lequel la dette pèsera sur les épaules des générations futures est donc spécieux.

Les effets des intempéries sur les cultures

(source : Agreste)

	2020		2021		Variation production (en %)	
	Rendements (q/ha)	Production (1 000 t)	Rendements (q/ha)	Production (1 000 t)	21/20	21/moyenne 5 ans
CEREALES	64.6	57 532	72.6	66 342	+15.3	+5.6
Blé tendre	68.5	29 176	73	36 064	+23,6	+8,1
Orge	52.8	10 413	68	11 736	+12.7	+1.5
Maïs	80.3	13 579	93	13 315	-1,9	+1,2
OLEAGINEUX	25,3	5 368	29,8	5 566	+3,7	-10,4
Colza	29,5	3 291	33,8	3 305	+0,5	-24,3

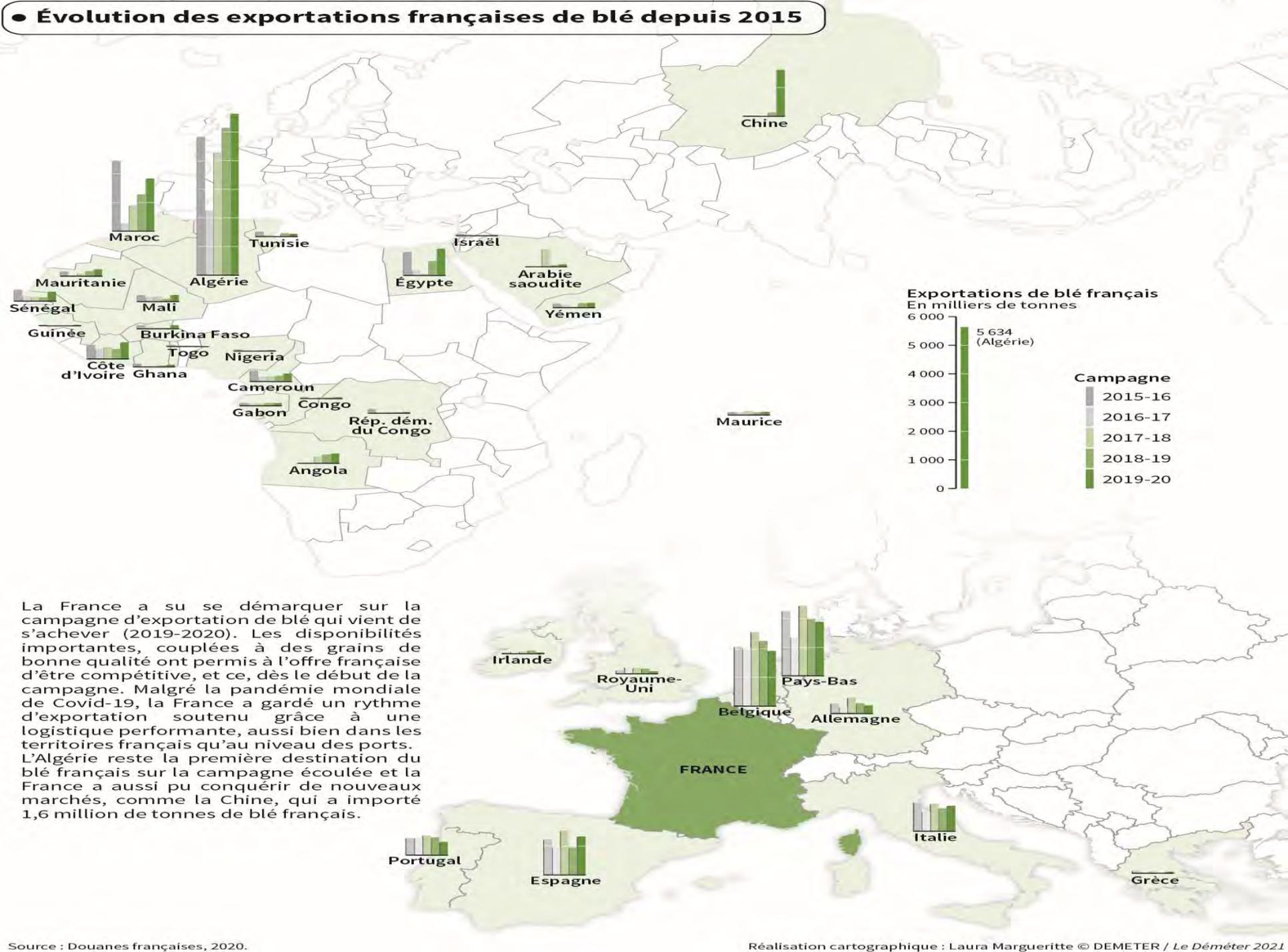
FRUITS	2021	Variation en %	
	Production (1 000 t)	21/20	21/moyenne 5 ans
Abricots	56	-35	-54
Pêche	137	-24	-31
Pommes	1 175.6	-11	-19

Production européenne de blé tendre

(source :EUROSTAT)

	2000	2010	2019	2020	2021
UE 27	106.6	113.0	132.1	118.2	131.3
<i>France</i>	<i>35.7</i>	<i>35.5</i>	<i>39.5</i>	<i>29.2</i>	<i>36,0 (27%)</i>
Allemagne	21.6	23.7	22.9	22.0	21.4
Pologne	8.5	9.4	11.0	12.1	12.1
Espagne	5.4	4.9	5.1	7.1	7.6
Roumanie	4.4	5.8	10.3	6.4	11.4

● Évolution des exportations françaises de blé depuis 2015

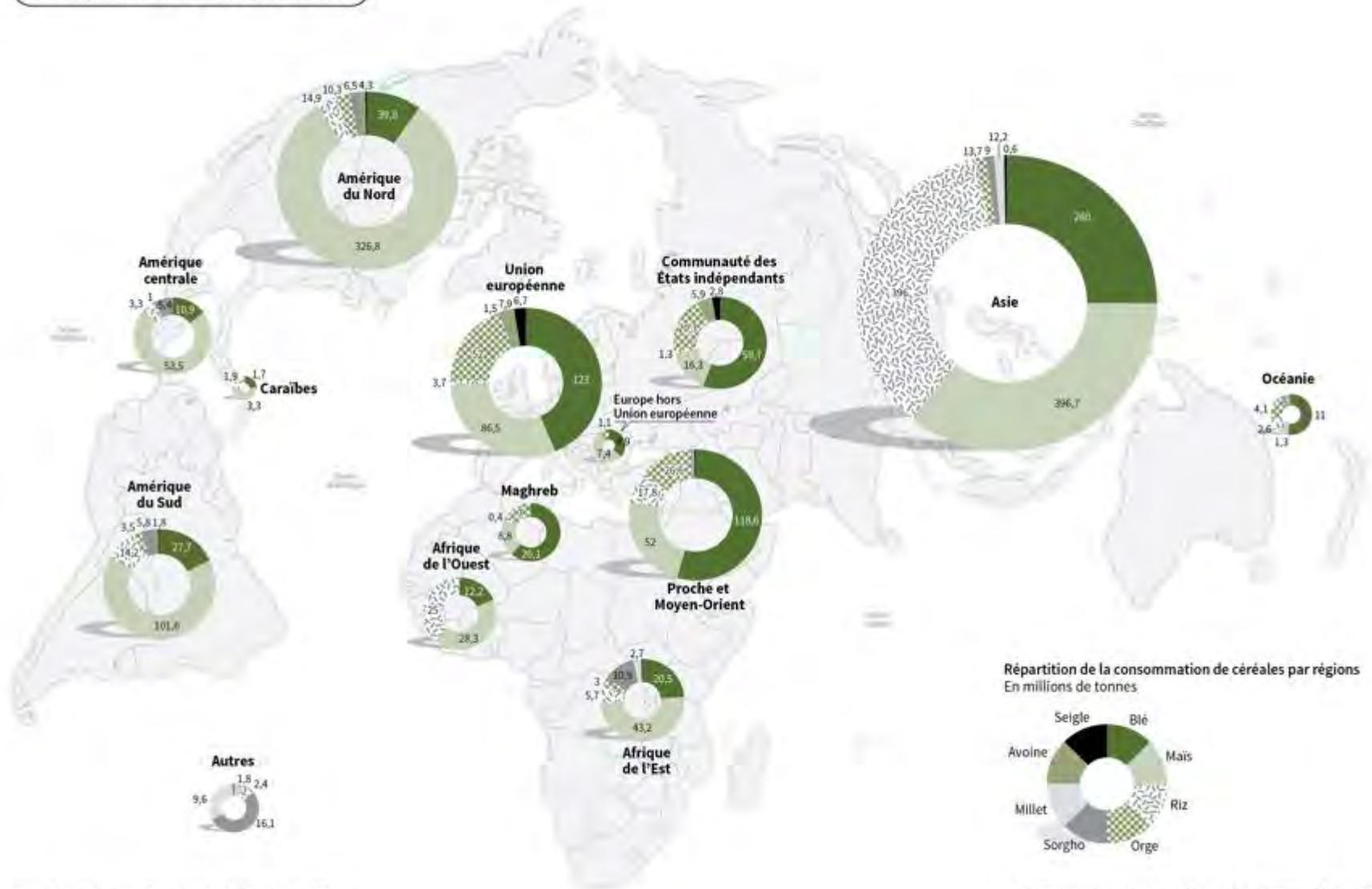


La France a su se démarquer sur la campagne d'exportation de blé qui vient de s'achever (2019-2020). Les disponibilités importantes, couplées à des grains de bonne qualité ont permis à l'offre française d'être compétitive, et ce, dès le début de la campagne. Malgré la pandémie mondiale de Covid-19, la France a gardé un rythme d'exportation soutenu grâce à une logistique performante, aussi bien dans les territoires français qu'au niveau des ports. L'Algérie reste la première destination du blé français sur la campagne écoulée et la France a aussi pu conquérir de nouveaux marchés, comme la Chine, qui a importé 1,6 million de tonnes de blé français.

Source : Douanes françaises, 2020.

Réalisation cartographique : Laura Margueritte © DEMETER / Le Déméter 2021

● Consommation de céréales en 2018



Source : Compilation France Export Céréales d'après USDA, mai 2019

Réalisation cartographique : Laura Marguerite © DEMETER / Le Démiéter 2020

Russie : une montée en puissance sur le blé

(source : ComTrade)

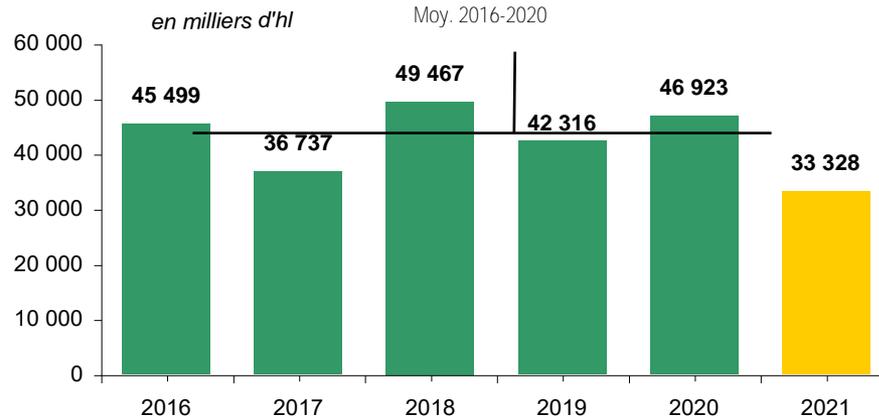
2000	Russie (en millions de tonnes)	Ukraine (en millions de tonnes)	Monde (en millions de tonnes)	Parts de marché Russie (%)	Parts de marché Ukraine (%)
Blé	0,4	0,2	70,3	0,6	0,3
Maïs	0,0	0,2	33,9	0,0	0,5
Colza	0,1	0,1	9,8	0,6	0,7
Tournesol	1,1	0,8	3,9	28,6	21,3
Huile de tournesol	0,2	0,6	3,6	5,4	16,0
Huile de colza	0,0	0,0	2,7	0,0	0,2
2018					
Blé	43,97	16,37	193,38	22,7	8,5
Maïs	4,78	21,44	146,	3,3	14,6
Colza	0,49	2,44	21,72	2,3	11,2
Tournesol	0,09	0,06	5,86	1,5	1,0
Huile de tournesol	2,10	5,60	12,10	17,4	46,2
Huile de colza	0,47	0,14	7,10	6,4	2,0

Grains : un paysage bouleversé d'ici 2050

- Déplorer le réchauffement climatique et en identifier les conséquences est une chose
- **Montrer en quoi certains pays peuvent en être des bénéficiaires en est une autre**
- **Réchauffement climatique : mise en culture de la Sibérie, frange Sud de la Russie**
- **200 millions d'hectares cultivables : un doublement de la superficie actuelle de la Russie (220 millions d'hectares)**
- Hausse des productions de grains, compensation de la baisse de ces productions ailleurs (voir les études d'impacts sur le *Green Deal*!!!!)
- Potentiel de récoltes en Russie : 1 milliard de tonnes supplémentaire (production mondiale actuelle de grains : 2,7 milliards de tonnes)
- **Potentiel d'exportation renforcé** : enjeux mondiaux, Sibérie pour nourrir le monde, routes commerciales (nouvelles routes de la soie)
- La Russie : un rôle de plus en plus déterminant sur l'échiquier mondial agricole, la puissance agricole de demain

Une période difficile pour la viticulture

Production nationale viticole (estimations au 1er septembre 2021)



sources : Agreste -Douanes pour les années intérieures

2528 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

Catégories de vins	Moy (*)	2020	2021	2021/2020	2021/Moy (*)
Vins AOP	19 982	19 108	13 992	-27 %	-30 %
Vins pour eaux-de-vie	8 588	10 736	8 459	-21 %	-1 %
Vins IGP	12 317	13 407	8 896	-34 %	-28 %
Autres vins (dont vins sans IG)	3 324	3 672	1 980	-46 %	-40 %
TOTAL VINS	44 210	46 923	33 328	-29 %	-25 %

(*) moyenne des années 2016 à 2020

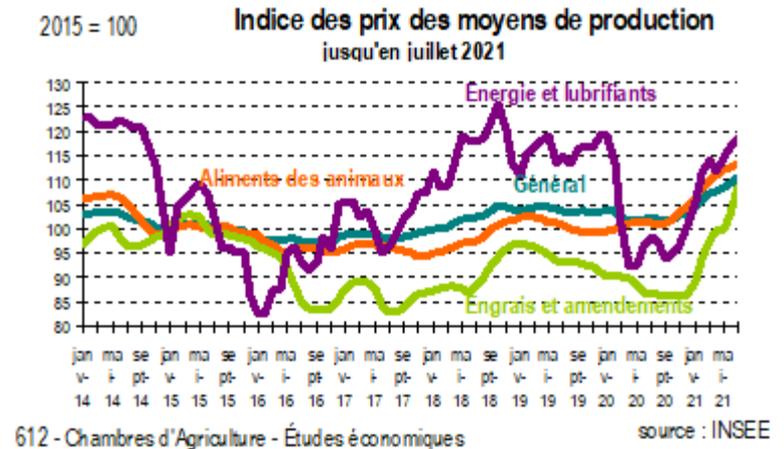
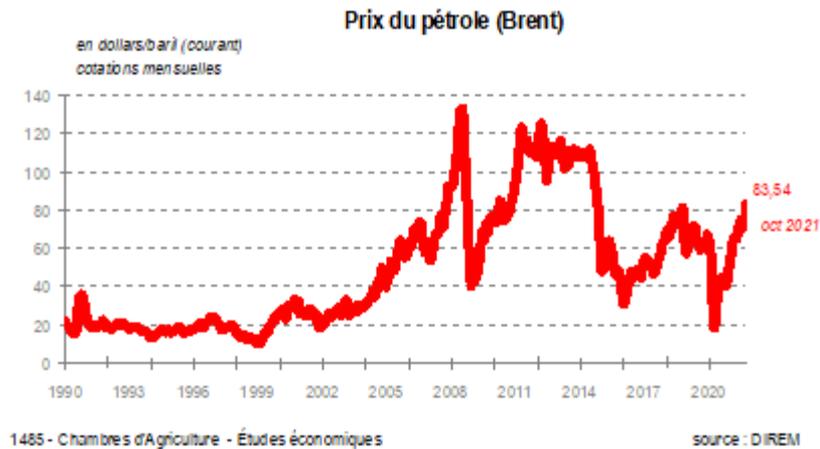
- Selon les prévisions, la production viticole française (gel + maladies) serait inférieure à celle de 1991
- Deux années difficiles pour la viticulture : taxes douanières américaines, confinements, climat (gel du printemps 2021)...



Où en sommes-nous?

Un nouvel épisode de flambée des prix...plus de dix ans après 2008

Demande mondiale et prix des intrants en hausse



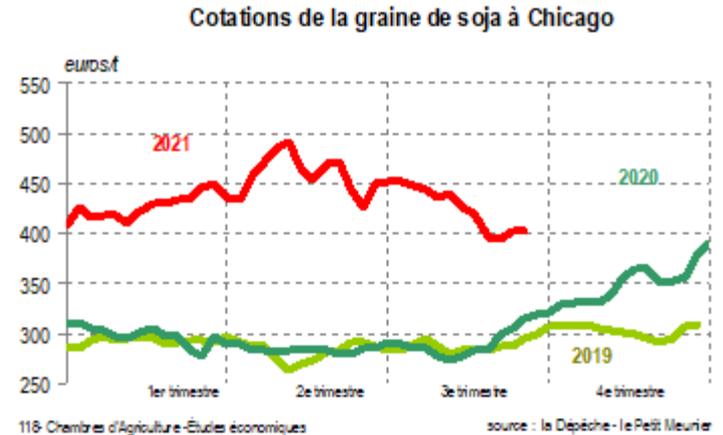
- Hausse des prix des intrants : +10% en rythme annuel (dixième mois de hausse)
- + 15% poste aliments pour animaux
- +25% engrais et + 21% énergie
- Dynamique de la demande chinoise dans les mois à venir
- Disponibilités des conteneurs : les prix du fret maritime sont nettement orientés à la hausse
- Comment limiter la hausse des prix de l'énergie ? (OPEP, Russie, USA [Biden va puiser dans les stocks américains de réserve], ralentissement de la demande chinoise...)

+ 133% sur un an : le BDRI

(source : trading economics)



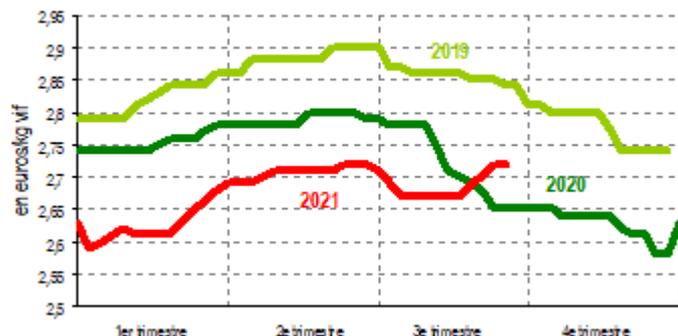
Une nette remontée des prix agricoles, en dépit de...



Le prix du colza devrait rester élevé dans les prochains mois : chute de la production canadienne (-30%/2020), voisinage de 600€/tonne, demande forte sur l'huile (prix atteignant un pic voisin des 1 600€/t)

Des situations contrastées en viandes

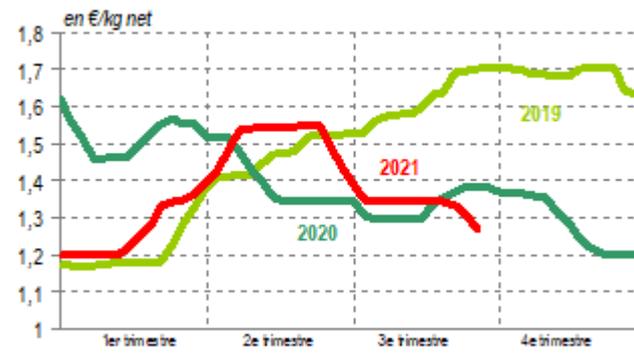
Cotations du brotard (prix moyen pondéré)



138 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : FranceAgriMer

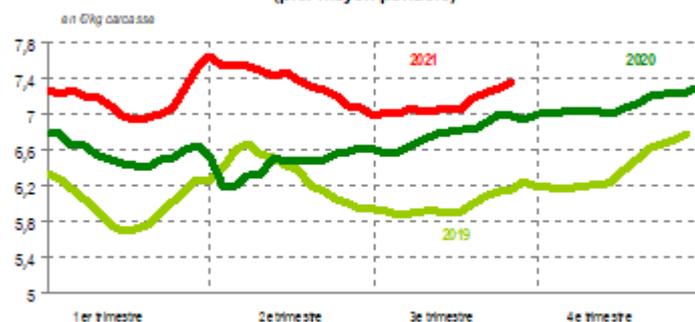
Cotations du porc au cadran de Plérin



119 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : Marché du Porc Breton

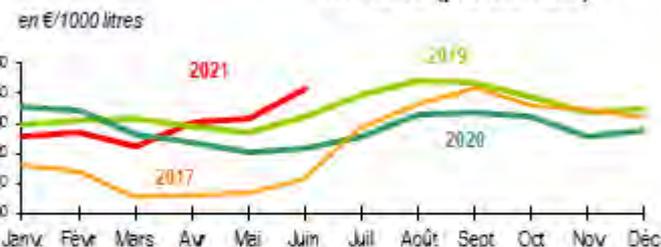
Cotations de l'agneau (prix moyen pondéré)



128 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : FranceAgriMer

Prix du lait conventionnel payé au producteur en France (prix standard)



(*) Prix conventionnel, toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (36g de MG, 32g de MP)

2376 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

Source : FranceAgriMer

Alourdissement des charges

Calculs des coûts sur cas-types INOSYS

Hausses du coût aliment animal :

Bovins lait : + 11.5%

Bovins viande : +10%

Ovins lait : +12.9%

Ovins viande : +10.3%

Caprins : +9.9%

- **Bovins lait**
- Bovins lait spécialisé de plaine = + 8.62€/1000L
- Bovins lait spécialisé de montagne = +11.1€/1000L
- **Bovins viande**
- Bovins viande spécialisé naisseur = +5.7€/100Kg de VV
- Bovins viande spécialisé naisseur-engraisseur = + 5.4€/100Kg de VV
- **Ovins lait**
- Ovins lait zone Roquefort =+ 22.2€/1000L
- Ovins lait des Pyrénées-Atlantiques =+ 31€/1000L
- **Ovins viande**
- Ovins viande spécialisé fourragers =+ 0.21€/Kg de carcasse d'agneau
- Ovins viande spécialisé herbager de plaine =+ 0.22€/Kg de carcasse d'agneau
- **Caprins** spécialisés livreurs de lait =+ 19.98€/1000L

Redressement du commerce extérieur agroalimentaire sur 9 mois cumulés de 2021

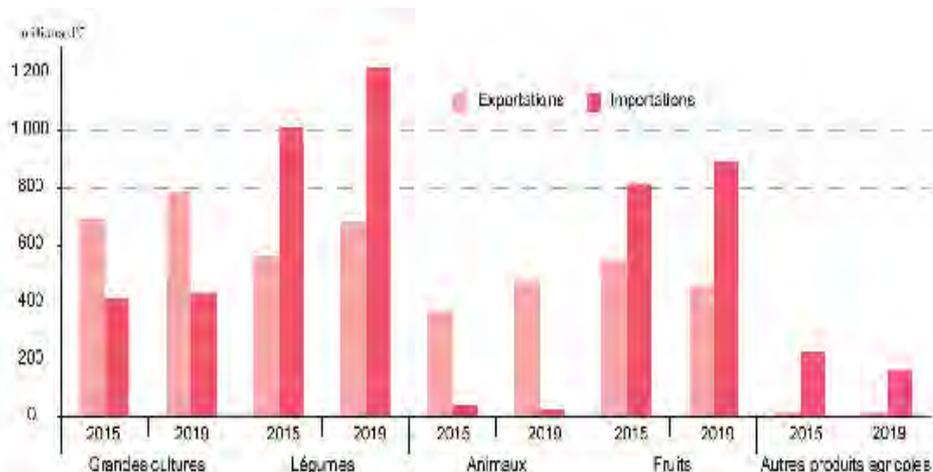
millions d'euros

Produits CPF2	Septembre						Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde		Importations		Exportations		Solde	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
UE												
Produits bruts	503	596	680	845	177	249	5 282	5 809	7 473	7 908	2 191	2 099
Produits transformés	2 709	2 838	2 003	2 339	-706	-499	22 376	23 629	17 227	19 174	-5 149	-4 455
AGROALIMENTAIRE	3 212	3 434	2 683	3 184	-529	-250	27 658	29 437	24 700	27 082	-2 958	-2 355
Pays tiers												
Produits bruts	499	596	291	374	-208	-222	5 127	5 757	4 348	3 798	-779	-1 960
Produits transformés	1 091	1 208	2 080	2 363	989	1 156	8 984	10 009	16 593	19 721	7 609	9 712
AGROALIMENTAIRE	1 591	1 803	2 372	2 737	781	934	14 111	15 766	20 941	23 518	6 830	7 752
Monde												
Produits bruts	1 003	1 192	972	1 218	-31	27	10 409	11 566	11 821	11 706	1 412	139
Produits transformés	3 800	4 045	4 083	4 702	283	657	31 360	33 638	33 820	38 895	2 459	5 257
AGROALIMENTAIRE	4 803	5 237	5 055	5 921	252	684	41 769	45 204	45 641	50 601	3 871	5 397

Source: Douanes/SSP

- Quasi effacement de la chute de l'excédent de 2020 (1,7 milliard d'€) en 7 mois
- Effet reprise de l'économie mondiale
- Recul significatif de l'excédent en céréales
- Fort rebond des exportations de produits viticoles
- Contributions des postes produits laitiers et aliments pour animaux
- Aggravation du déficit en fruits et en légumes

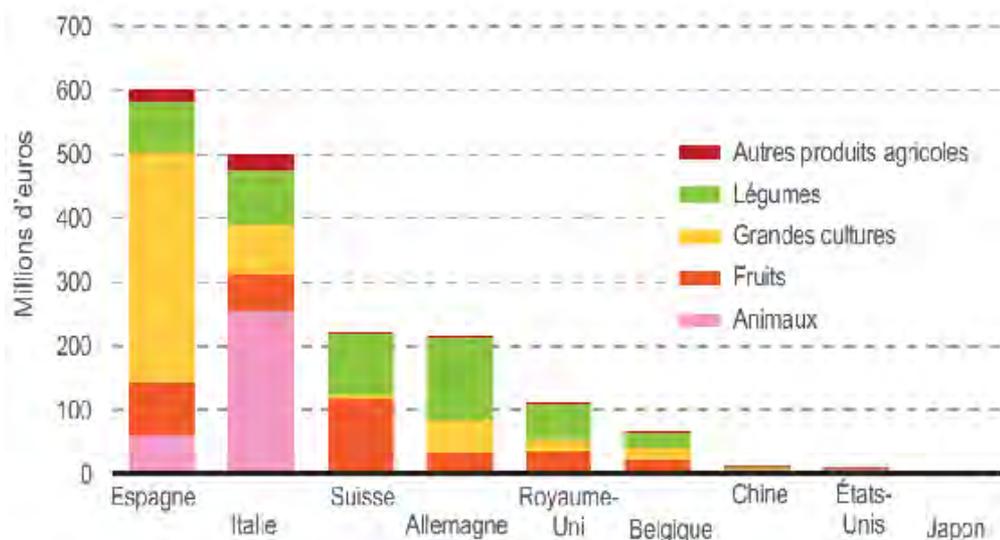
L'Occitanie exporte...plutôt bien



Source : DGDDI

16% des exportations de produits bruts nationales en 2019
Un solde commercial agroalimentaire tiré par les céréales 32 % du total des exportations) et les animaux

L'Espagne comme principal client, notamment en grands cultures, et comme premier fournisseur (46 %) notamment en fruits et légumes



Source : DGDDI

Focus agriculture biologique

- Les marchés des produits laitiers biologiques de grande consommation observent une **panne de croissance** depuis l'automne 2020, voire une tendance négative sur les cinq premières périodes de 2021 : – 4,1% (fromages) ; – 9,6% (crème) ; – 8,6% (lait) (*Source : CNIEL*)
- Cette conjoncture difficile amène les laiteries à accroître le taux de déclassement du lait bio
- Ce recul de la demande française en produits bio concerne un certain nombre d'autres productions : viande, fruits et légumes, et œufs en particulier
- La crise sanitaire et le recul du pouvoir d'achat seraient, ici aussi, des premiers éléments d'explication

Où allons-nous : vers un monde post-Covid ?

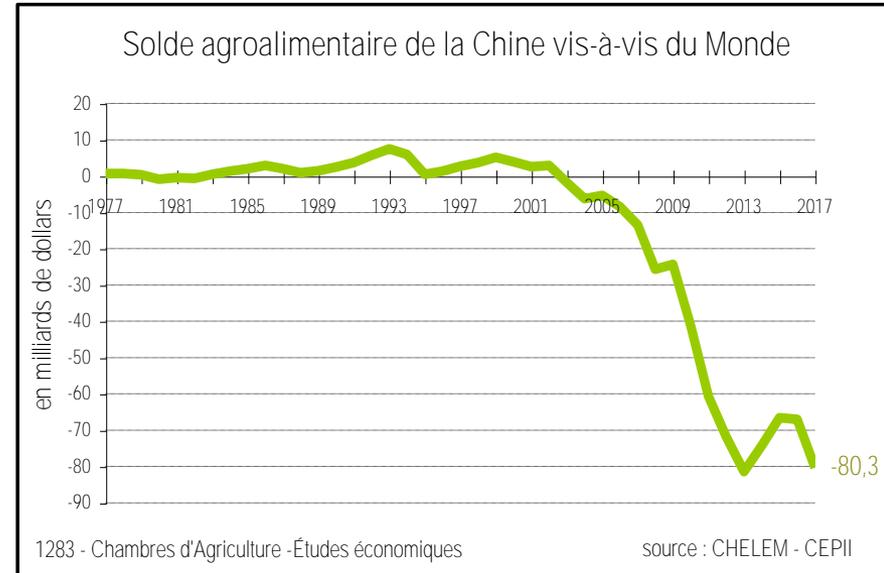
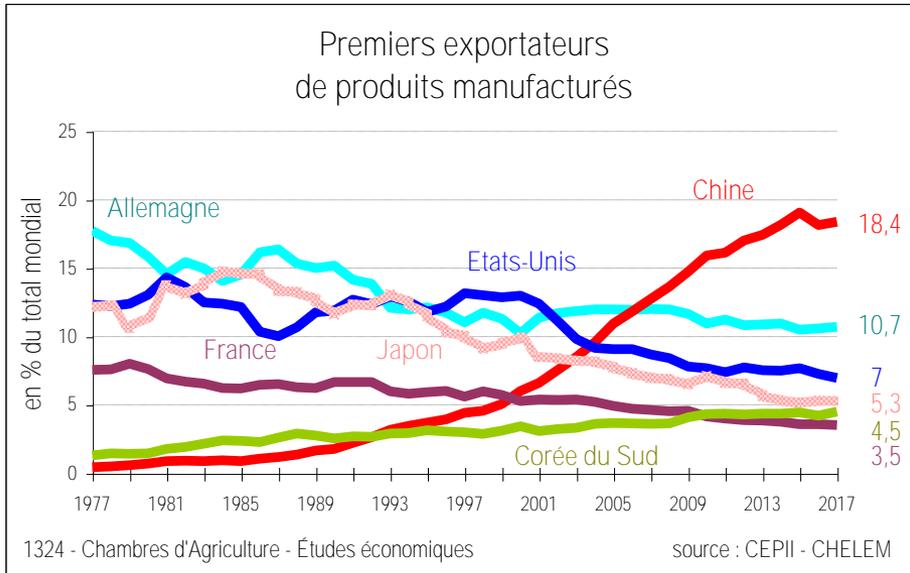
Conjoncture durable ou pas ?

Quels sont les facteurs à identifier ?

En attendant l'après-Covid : quelles perspectives à court terme?

- Des chocs climatiques de plus en plus réguliers et profonds : quels leviers?
- Une reprise économique dont bénéficie le secteur agricole via notamment la consommation intérieure et la demande mondiale
- Les secteur de la RHD a tout juste retrouvé son niveau de croissance d'avant-crise
- Des exportations de produits agroalimentaires qui pourraient pâtir de la **dégradation des relations internationales** et du ralentissement de la croissance chinoise et de la surchauffe de l'économie américaine
- Incertitudes sur l'approvisionnement des chaînes de valeur : phénomènes de pénuries de matières premières et de matériaux dans certains secteurs
- Hausses des prix des matières premières : quelles répercussions sur les EBE des agriculteurs et sur les prix à la consommation (**inflation** sous surveillance)?
- Les **mécanismes de soutien à l'économie** (Etats + Banques Centrales) : **pour combien de temps?**

Chine exportatrice mais qui importe pour se nourrir



Une **puissance commerciale industrielle mondiale (atelier du monde et montée en gamme)** mais qui **dépend de l'extérieur pour se nourrir – quels pays pour l'approvisionner ?**
Quelles stratégies la Chine adoptent-elles pour desserrer cette contrainte ?

Urgence climatique et commerce de marchandises : l'UE force de proposition

- Adoption de la stratégie *Green Deal* (deux ramifications, *De la ferme à la fourchette* et *Biodiversité*)
- Section 4 de la Stratégie *De la ferme à la fourchette* : la politique commerciale doit contribuer à un système alimentaire durable
- L'ambition d'imposer des **clauses miroirs** aux partenaires commerciaux : imposer une réciprocité dans les échanges entre les normes de productions (cas emblématique du **soja importé du Brésil par la France** pour la nourriture du bétail : **dépendance** envers l'extérieur pour l'alimentation des animaux, et **contribution par l'importation à la déforestation**)
- Un enjeu important pour la France lors de sa Présidence de l'UE au premier semestre 2022
- Plus récemment : la Présidente de la Commission a présenté son Plan *Fit for 55* (*principe d'une taxe carbone aux frontières*)
- Vers des alliances vertes dans le commerce international?
- L'UE : une puissance normative?

Environnement et agriculture : compatible ou pas?

- Les ambitions européennes suspectées de conduire à du protectionnisme, craintes exprimées par les « partenaires » de l'UE (exemple : remise en cause de l'Accord UE-MERCOSUR de juin 2019 qui pourrait ne pas être ratifié)
- Exemple : taxe carbone sur des produits importés non alignés sur les normes européennes, importations plus coûteuses, favorise les secteurs de l'économie européenne (engrais azotés, industrie de l'alimentation animale...)
- Risques d'adoption de mesures de rétorsions par les pays se jugeant victimes de concurrence déloyale et multiplication des conflits commerciaux à l'OMC
- Clivages au sein de l'Union européenne sur ces mesures
- Stratégie *Green Deal* : des évaluations (USDA puis plus récemment UE) montrent que les **productions agricoles européennes diminueraient de 10 à 15% sur 2030, entraînant une baisse de 20 % des exportations agroalimentaires de l'UE, et un recul de 16% du revenu des agriculteurs...** au profit du Brésil, de la Russie, des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie



Impacts sur l'économie et la sécurité alimentaire de la réduction des intrants agricoles dans le cadre des Stratégies « De la ferme à la table » et « Biodiversité » du Pacte vert de l'Union européenne

Jayson Beckman, Maros Ivanic, Jeremy L. Jelliffe, Felix G. Baquedano et Sara G. Scott

L'étude américaine de novembre 2020

Source : USDA – Economic Research Service

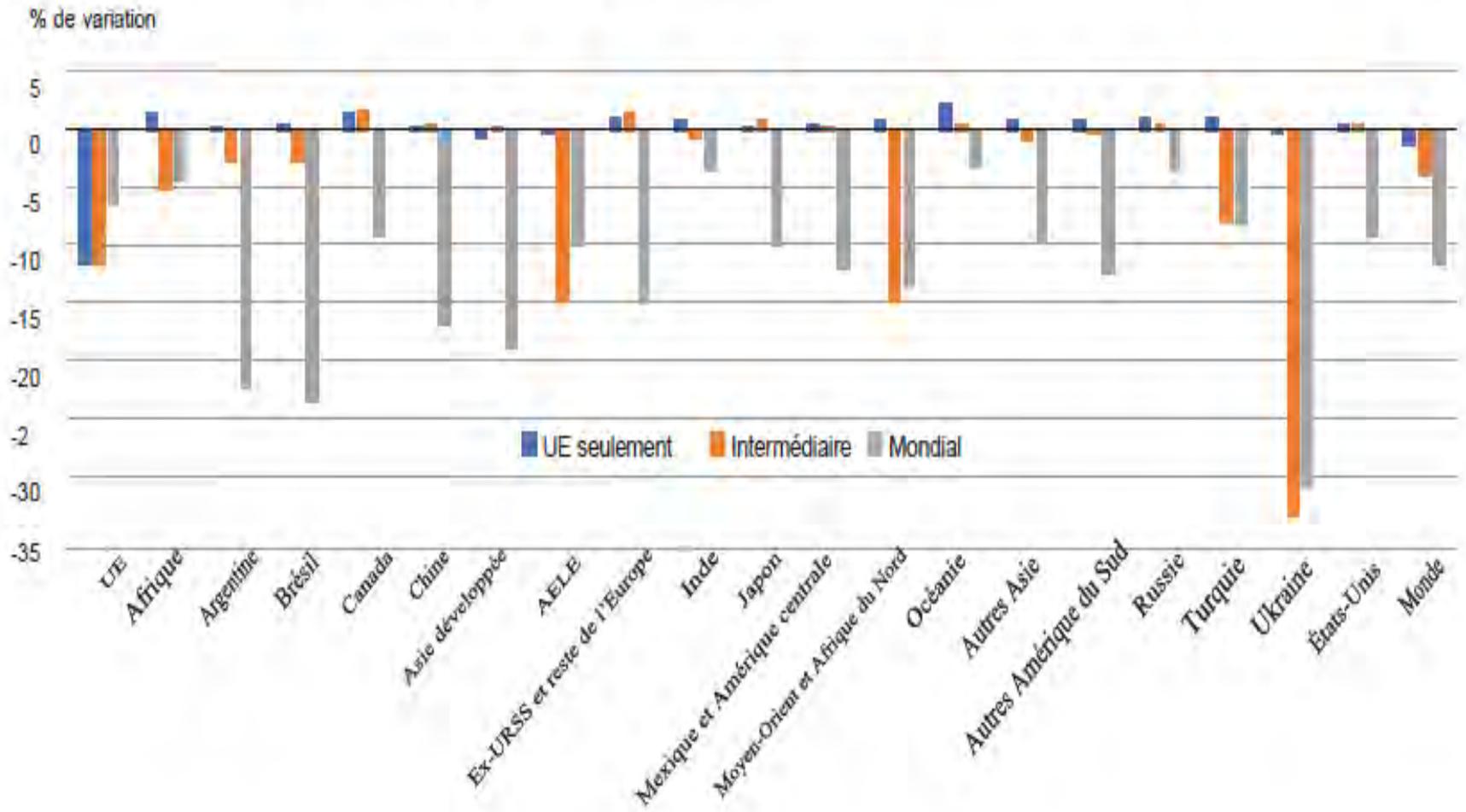
Les simulations de l'USDA – ERS

(novembre 2020)

- **Point de départ** : concentration de l'étude sur les réductions d'intrants proposées par la Commission (50% pesticides; 20% engrais; 50% antimicrobiens pour le bétail; 10% des surfaces réaffectés)
- **NB** : les autres dimensions n'ont pas été retenues (exemples : la hausse des surfaces affectées à l'agriculture biologique, ou la baisse du gaspillage alimentaire)
- Non retenue également la mesure des avantages et coûts potentiels pour l'environnement et la santé publique
- **Modèle utilisé** : GTAP-AEZ (*Global Trade Analysis Project – AgroEcological Zones*), pour mesurer les impacts potentiels du *Green Deal*
- Monde partagé en 18 zones agro écologiques
- Horizon de moyen terme : 2030
- Prise en compte de l'évolution de la consommation alimentaire dans les pays en développement
- Prise en compte des changements estimés du PIB et des prix des denrées alimentaires
- **3 scénarii retenus**

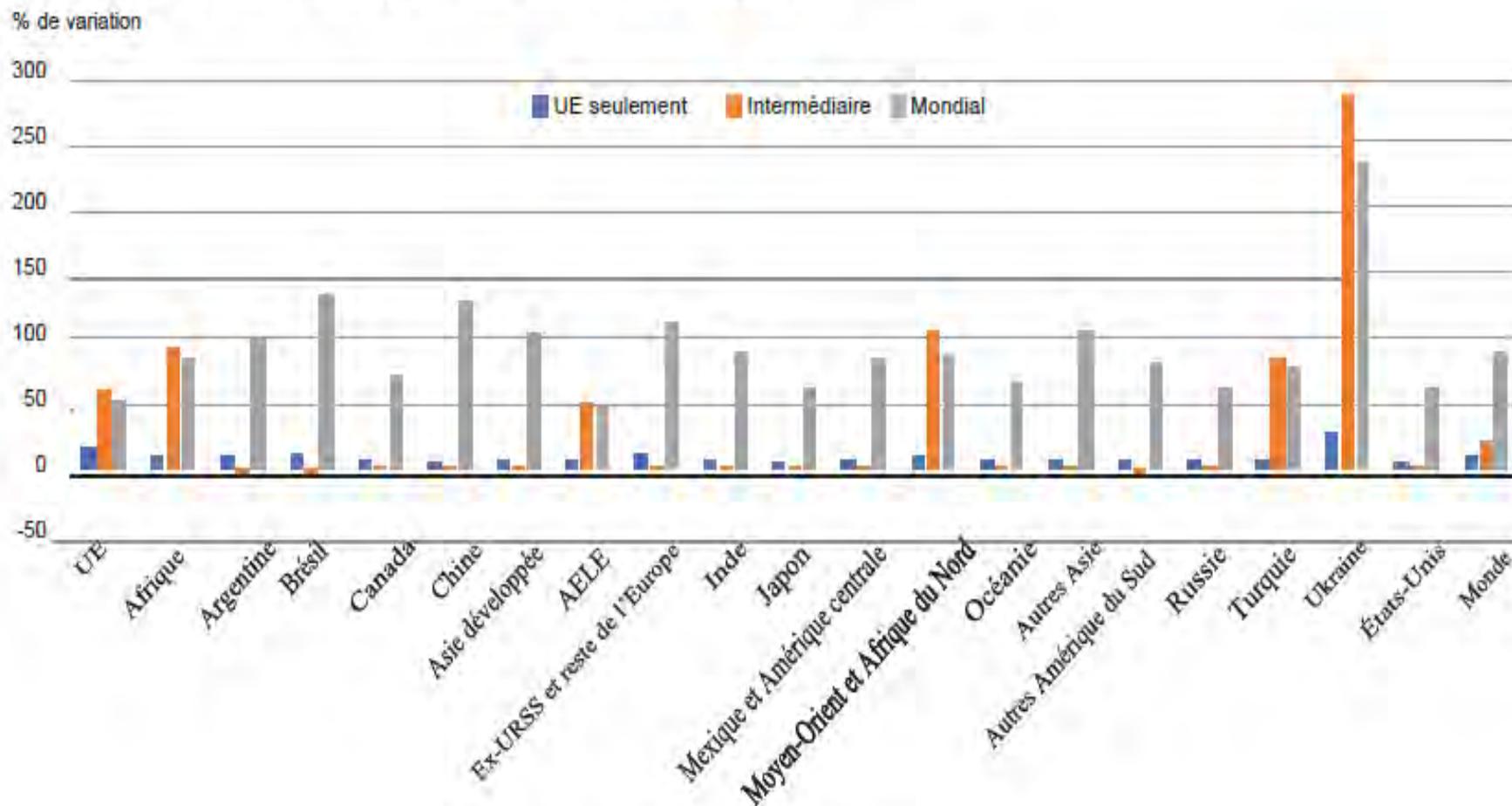
Impact sur la production

Évolution des volumes de production agroalimentaire pour les trois scénarios



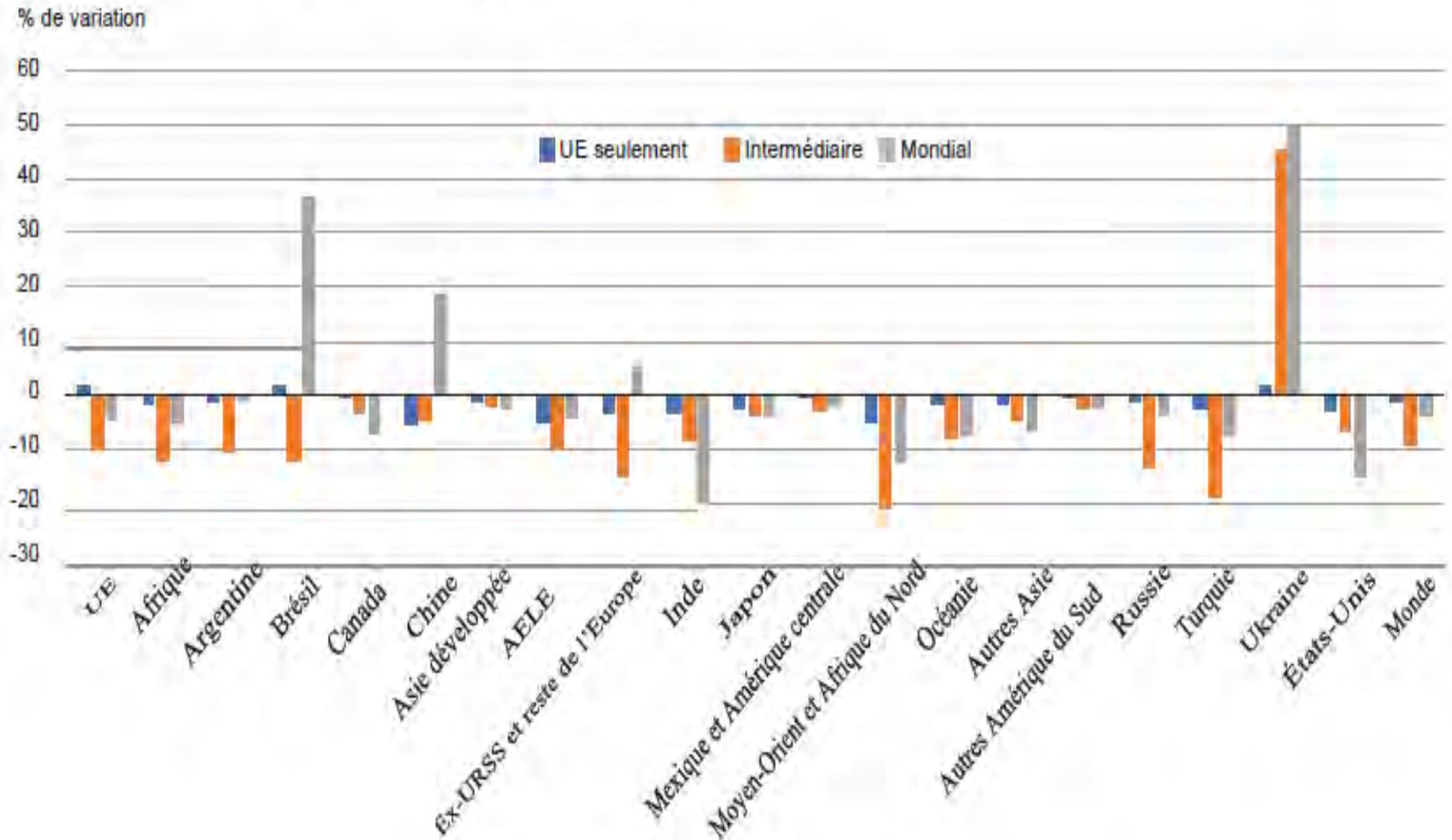
Impacts sur la formation des prix agricoles

Variation des prix des marchés agroalimentaires dans les trois scénarios



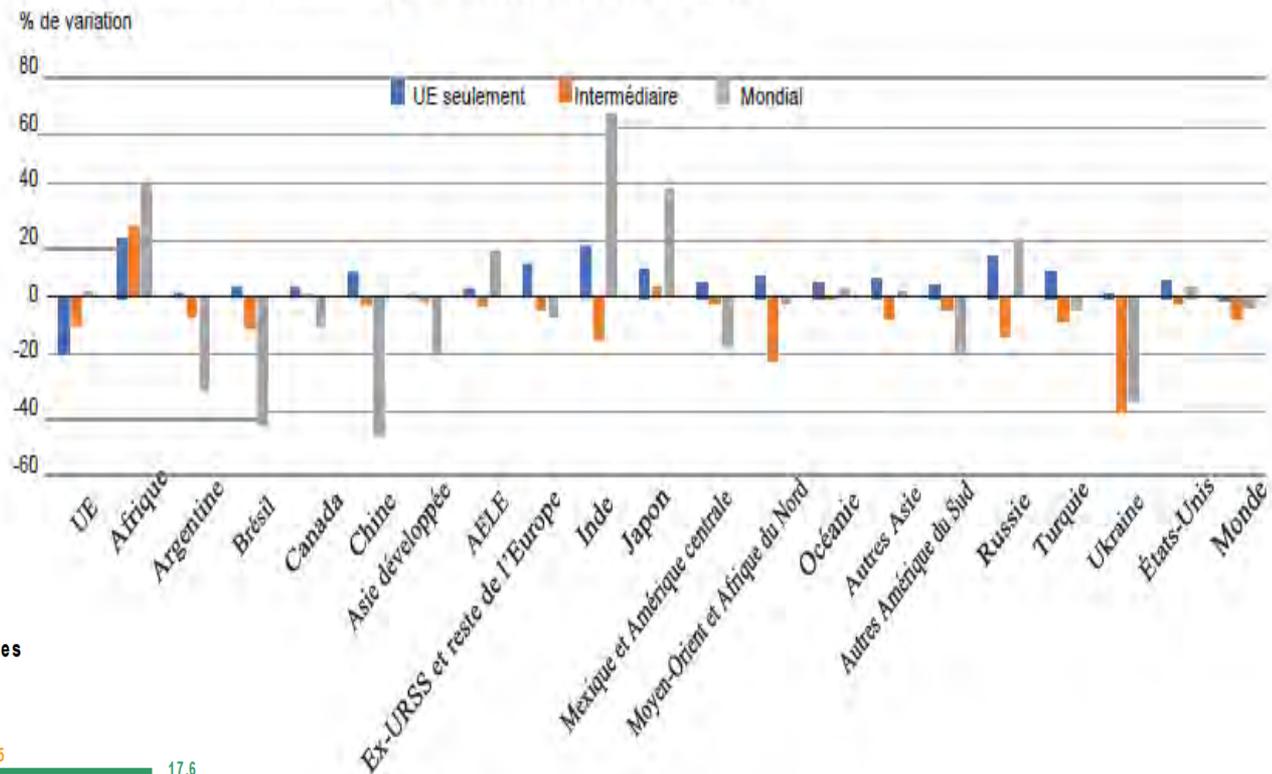
Répercussions sur les importations

Variation des volumes d'importations agroalimentaires dans les trois scénarios

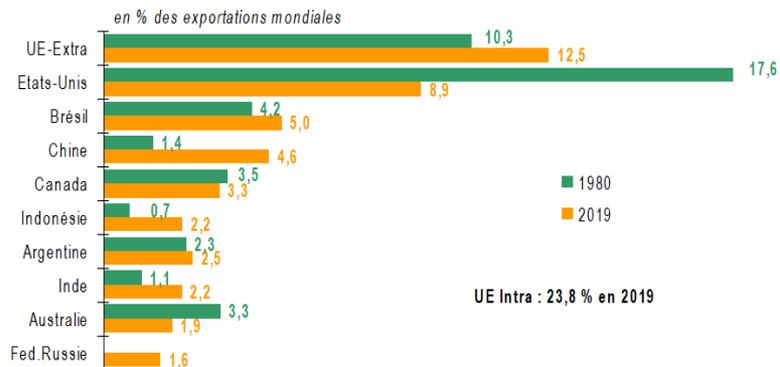


Effet sur les exportations

Variation du volume des exportations agroalimentaires dans les trois scénarios



Exportateurs de produits alimentaires



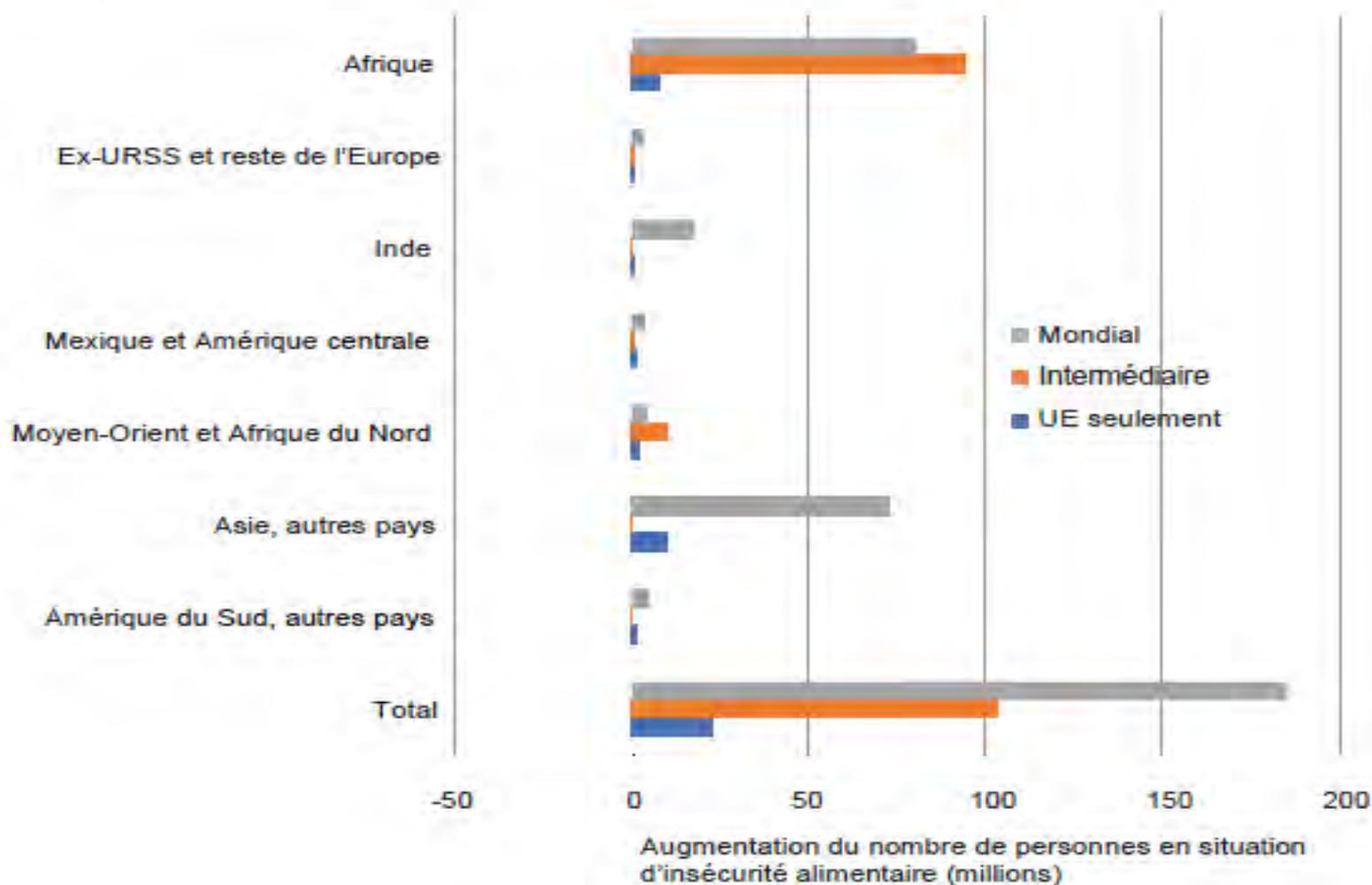
Dynamique des revenus agricoles

Évolution du revenu brut agricole dans les trois scénarios (% de variation)

	UE seulement	Intermédiaire	Mondial
UE	-16,4	7,5	14,6
Afrique	3,7	11,3	16,6
Argentine	5,9	-4,7	16,9
Brésil	3,4	-2,3	-5,1
Canada	4,1	1,0	25,0
Chine	1,0	0,9	-4,6
Asie développée	9,0	1,9	66,5
AELE	25,8	131,5	111,9
Ex-URSS et reste de l'Europe	6,0	3,5	15,9
Inde	5,3	0,1	48,2
Japon	1,5	1,3	9,6
Mexique et Amérique centrale	6,9	0,1	18,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,6	3,7	4,4
Océanie	5,9	-0,1	27,7
Asie, autres pays	6,7	0,1	35,8
Amérique du Sud, autres pays	4,9	-2,1	15,8
Russie	7,9	-3,4	27,6
Turquie	3,7	16,9	18,1
Ukraine	8,8	14,0	6,1
États-Unis	6,2	0,5	34,2
Monde	2,0	3,6	17,1

Impact sur la sécurité alimentaire mondiale

Augmentation nette du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire d'ici 2030, dans les trois scénarios



Une gouvernance de la mondialisation défailante

Intérêts divergents

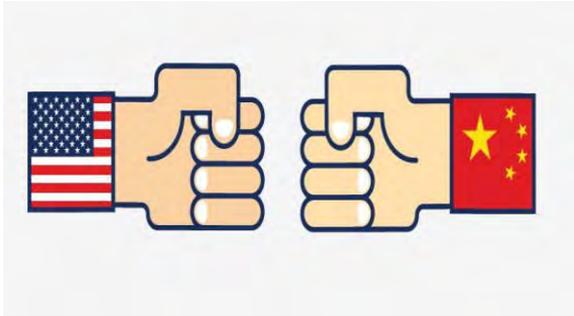


Nombre de
pays

Procédures
contraignantes :
unanimité

- FMI, Banque Mondiale, GATT puis OMC, des institutions héritées des Accords de Bretton-Woods signés en 1944, surplombées par l'hégémonie américaine
- Des institutions qui ne correspondent plus à la réalité de l'économie mondiale : contestées, discréditées, embourbées dans des clivages nombreux et des impasses
- Exemple emblématique : l'*Organisation mondiale du commerce* et son **triangle d'incompatibilité**
- **4 organisations internationales sur 15 dirigées par un Chinois (dont la FAO) + lancement d'Organisations régionales pour faire contrepoids (monnaie et finance)**

Dans le sillage du monde d'avant?



Qiao Liang
Wang Xiangsui
La guerre hors-limite

- Un monde conflictuel : rivalité croissante entre les Etats-Unis et la Chine
- Un monde dans une fin de cycle hégémonique : unipolaire ou bipolaire ou bien encore apolaire ?
- Des rivalités économiques et agricoles de plus en plus nombreuses et difficilement gérables : chaque sanction diplomatique, financière, commerciale conduit à des **rétorsions portant essentiellement sur l'agriculture** (UE/USA avec la Russie en 2014, conflit sino-américain en 2018, conflit sino-australien avec la Covid-19)
- **Agriculture et alimentation : encadrée dans les armes d'une guerre « hors-limite », un enjeu géostratégique et de puissance**
- Crise Covid-19 et mondialisation : ruptures partielles ou totales dans les **chaînes de valeur**, prise de conscience attestée par les données chiffrées, sur la dépendance d'un pays comme la France (masques, matériel médical, semi-conducteurs, protéines végétales...)
- Résurgence de la souveraineté économique et alimentaire : quels moyens pour réduire la dépendance? Risques de conflits des souverainetés?

Poursuite ou fin de la mondialisation?

- La mondialisation n'est pas un processus naturel mais une construction socio-politique
- Elle peut donc être déconstruite : années 1930 et démondialisation... Du moins contestées (crise de 2008 et plus récemment crise sanitaire qui exacerbe l'instabilité et redistribue les pouvoirs à l'échelle mondiale)
- **DÉFIS GLOBAUX** *versus* **RÉPONSES NATIONALES** : incohérences, concurrence, dangers ou opportunités (un monde instable, incertain)?
- Réformer le **multilatéralisme** pour mieux le préserver comme solution aux crises ou créer de **NOUVELLES INSTITUTIONS INTERNATIONALES** structurées autour d'un nouvel hégémon?
- La Ministérielle de l'OMC en novembre 2021 : une étape décisive (vingt ans après le lancement du cycle de Doha)
- **Ouvrir davantage les frontières économiques** avec des dispositifs de régulation des flux commerciaux et des contraintes pour juguler les distorsions de concurrence ou **appliquer des mesures protectionnistes**?
- Un monde incertain et rempli de risques qui se juxtaposent : économie, climat, sociétaux, diplomatiques/géopolitiques
- Qu'en est-il de l'UE?

L'Union européenne : défis et menaces

- ✓ Une UE vulnérable (tensions internes, Brexit), ébranlée par la défiance des Etats-Unis à son endroit
- ✓ **Triple défi pour l'UE** : l'unité – la volonté – la capacité dans un contexte de rivalité sino-américaine (faut-il choisir son camp ou affirmer ses intérêts, ses valeurs, sa détermination?)
- ✓ **Green Deal + PAC** : des études d'impacts aux résultats inquiétants mais très controversés (baisse de la production agricole, des exportations, du revenu des agriculteurs)
- ✓ **2030 : effacement de l'agriculture des écrans radars mondiaux ?**
- ✓ Des cartes en main : se constituer en tant que **puissance normative**, en prenant comme levier le climat et en déployant les nouvelles technologies ?
- ✓ Inciter...obliger les partenaires commerciaux à se conformer aux normes européennes (mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, clauses miroirs...) pour aboutir à un monde plus stable, plus serein?
- ✓ Climat et commerce : conciliable ou pas?
- ✓ Risque : **mesures de rétorsions** de la part des partenaires commerciaux?
- ✓ Quand la géopolitique s'en mêle : Maroc (Front Polisario) remise en cause de l'ALE, Chine (droits de l'homme) suspension de l'Accord sur les investissements, Australie (sous-marins)...

Merci pour votre attention



thierry.pouch@apca.chambagri.fr

Tél : 01.53.57.10.97